

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Mozambique

ESCALADE DE L'AGRESSION RHODESIENNE

D'après des informations provenant des racistes rhodésiens eux-mêmes, ceux-ci auraient pénétré à plus de 95 km à l'intérieur du territoire national mozambicain et occupé la ville de Mapai.

Cette agression, la 3e en une année contre le Mozambique, constitue un acte de guerre délibéré et prouve à quel point le régime de Salisbury est aux abois. Incapable de contrôler militairement le territoire du Zimbabwe (Rhodésie) lui-même, il tente de se rassurer en agressant un pays voisin sous prétexte de « poursuite à chaud ». Peu de jours auparavant, il avait agressé le Botswana et menacé la Zambie.

Le chef de file des troupes racistes s'est livré à une véritable déclaration de

guerre contre le Mozambique en déclarant : « Les troupes rhodésiennes resteront au Mozambique jusqu'à l'élimination complète des guérilleros nationalistes dans cette région ».

L'offensive au sol de l'armée des racistes rhodésiens est appuyée par des avions de combat et des hélicoptères. Elle ne s'attaque pas seulement à des objectifs militaires mais aussi à des civils, des fermes, des écoles et des gares.

L'agression rhodésienne doit faire face aux très violents combats déclenchés par les forces populaires de libération du Mozambique qui ont déjà abattu trois avions ennemis.

(Suite p.2)



Les forces armées populaires mozambicaines ont mis en déroute le colonialisme portugais. Elles vaincront les agresseurs rhodésiens.

Editorial

Conférence Nord-Sud

La détermination du tiers-monde

La conférence Nord-Sud est dans l'impasse depuis mercredi soir du fait de l'obstination des pays riches à sauvegarder leurs privilèges.

Des progrès avaient toutefois été enregistrés jusque là sur la question essentielle pour le tiers monde de la stabilisation du marché des matières premières. C'est là une question vitale pour les pays pauvres de la planète dont les ressources et le développement sont étroitement dépendants des devises obtenues par l'exportation des matières premières. C'est ainsi, par exemple, que le Zaïre tire 60 % de ses revenus de l'exportation de son cuivre. Les manipulations impérialistes sur les marchés mondiaux ont entraîné en un an une baisse de 100 % du prix international du cuivre. De semblables manipulations ont considérablement appauvri ces dernières années les ressources des pays producteurs de sucre, d'étain et de quantité d'autres matières premières.

A la conférence de Paris, les 8 pays industrialisés participant à la rencontre (USA, Japon, Canada, Espagne, Suède, Australie, Suisse et les 9 États de la CEE) ont admis le principe de la création d'un fonds commun de stabilisation des cours des matières premières. Mais il ne s'agit encore que d'un principe

vague. La forme, les modalités, le financement, le calendrier d'un tel fonds restent imprécis et doivent être rediscutés à la prochaine conférence de la CNUCED en mars prochain.

En échange de cette maigre concession, les pays riches sont revenus à l'assaut sur le seul problème dont ils se soucient vraiment : l'énergie. Depuis la « crise du pétrole » de 1973, ils cherchent à imposer la dissociation de la question du pétrole de celles des autres matières premières. Ils veulent aussi imposer aux pays membres de l'OPEP de négocier obligatoirement leurs ventes et leurs prix avec une organisation regroupant les pays consommateurs. Autrement dit, ils veulent imposer un rapport de force qui leur soit favorable dans le cadre d'une confrontation.

Peine perdue ! Jeudi à 7 h, les représentants du tiers monde unis refusaient l'ultimatum des nantis. Le pétrole appartient aux pays producteurs et à eux seuls. Nul ne peut s'arroger le droit d'en disposer à leur place. Et ils ont dit clairement que si les 8 pays industrialisés n'acceptent pas le principe de consultations futures sur l'énergie et les matières premières dans le cadre de l'ONU, ils dresseront le constat d'échec du dialogue Nord-Sud et se passeront d'eux.

REPONDRE A LA VIOLENCE DES FLIGS ET DES PATRONS

Mercredi, à Reims, des centaines de travailleurs, en grève depuis la veille à la suite du licenciement de deux de leurs délégués, te-

naient un meeting devant leur usine : « les verreries mécaniques champenoises ».

Ils protestaient contre la dispersion de leur piquet de grève par les fligs, la veille déjà (dans certains cas, la « justice » est bien rapide !).

Et les fligs étaient de nouveau là, des gardes-mobiles, qui firent mouvement vers le meeting : les ouvriers ripostèrent par une grêle de boulons et pavés.

Plusieurs blessés parmi les gardes-mobiles (dont une fracture du crâne) témoignent de la violence de l'affrontement qui a fait aussi quelques blessés parmi les travailleurs : voilà qui montre que ces derniers ne sont pas disposés à se laisser toujours bousculer par les forces d'un ordre qui est celui des exploités et qu'ils sont prêts à renouer avec une vieille tradition ouvrière que les dirigeants des confédérations syndicales n'ont pas pu totalement étouffer.

Quant aux patrons et leur État, ils n'hésitent pas à user de violence contre les travailleurs. Par exemple, à Terville (Moselle) les travailleurs de l'entreprise de transports routiers Port-Sotermat sont en grève depuis le 24 mai et occupent leur lieu de travail. La quasi-totalité des chauffeurs suit le mouvement ; seule une poignée roule jusqu'à 36 h d'affilée. Mercredi dernier, l'un des patrons (les 3 frères Port) fonce sur le piquet avec sa 604. Les travailleurs ne cèdent pas à l'intimidation. Il revient à la charge samedi, avec un camion cette fois et blesse grièvement un ancien délégué, père de 3 enfants (traumatisme crânien et éclatement de la rate). Les frères Port empêchent en plus les travailleurs de téléphoner de la boîte à une ambulance « Il peut rester 8 mois sur la route, ça ne changera rien » dit même l'un d'eux (qui s'enfuit à l'arrivée de la police).

Mardi, la Socotra, boîte semblable de Terville, débraye 4 h en solidarité et obtient 4,5 % d'augmentation.

Les chauffeurs de Port-Sotermat ont intenté diverses actions en justice et devant l'Inspection du travail contre leurs patrons. Toujours plus unis, ils sont décidés à continuer jusqu'à la victoire.

Lire page 3 :

« La vérité historique sur l'attitude des partis « communistes » français et algérien face à la guerre d'Algérie »

(Document)

● Prison d'Arenc-Marseille

Encore une manifestation interdite

La manifestation prévue samedi 4 juin à Marseille par le Collectif Arenc contre la prison illégale où des travailleurs immigrés continuent à être séquestrés, vient d'être interdite par le préfet des Bouches-du-Rhône. Celui-ci est d'ailleurs directement impliqué, comme son prédécesseur, dans le fonctionnement de cette prison illégale et serait lui-même susceptible d'être inculpé.

Le Collectif convoque toutes les organisations syndicales et démocratiques à une réunion le vendredi 3 juin à 18 h au Todi pour envisager la riposte.



Les marins pêcheurs bretons bloquent les ports de Brest et de Roscoff

A la suite d'une amende infligée par les Britanniques à un chalutier du Sud-Finistère, les pêcheurs finistériens se sont immédiatement mobilisés.

Mercredi soir, le port en eau profonde de Roscoff était bloqué par une centaine de chalutiers venus du Guilvinec, d'Audierne, de Douarnenez, de Brest, du Conquet et de Morlaix. Le car ferry assurant la ligne Roscoff-Plymouth était contraint de faire demi-tour avec son frêt et ses 325 passagers. Jeudi, le port de commerce de Brest était bloqué de la même façon.

Trois chalutiers se dirigeaient vers Saint-Malo pour bloquer le trafic avec la Grande-Bretagne. Vendredi matin, en assemblée générale, le blocus des ports était levé. Entre temps, des assurances étaient données par les Pouvoirs publics de s'occuper des problèmes des pêcheurs.

Les marins-pêcheurs bretons ne manquent pas de faits précis pour dénoncer les brimades que leur font subir le gouvernement britannique.

Les marins-pêcheurs bretons assurent que le chalutier n'était pas en tort quand il s'est fait arrêter (ses filets avaient la taille réglementaire d'après eux). Ils font remarquer que la marine royale anglaise exerce une véritable entrave à leur droit au travail (le chalut d'un bateau français a été contrôlé quatre fois dans la même journée !).

Pourquoi avoir bloqué alors les ports de Roscoff, de Brest et de Saint-Malo

• Villejuif

Encore une agression social-fasciste

Comme tous les dimanches matin, nous diffusions le bi-mensuel sur le marché. Nous avons fait deux panneaux : un qui dénonçait le racisme, l'autre sur le Programme commun dans lequel il était expliqué que le Programme commun était un programme d'exploitation des travailleurs.

Vers midi, nous allions partir lorsqu'une femme, membre du PCF, arriva en nous injuriant. Aussitôt, 4 gros bras du PCF, qui préparaient leur coup depuis un bon petit moment, surgirent et malgré notre résistance réussirent à déchirer nos panneaux, à renverser notre table de vente. Les injures pleuvaient : parmi les pires, des injures sexistes du genre : «Salope, je vais te faire un enfant» (il vaut mieux passer sur les autres tout à fait dignes des pires fascistes) ; elles traduisaient le mépris profond que ces pontes du PCF ont pour les femmes, et particulièrement pour les femmes révolutionnaires.

plutôt qu'un port anglais. Sur les méthodes de décision d'abord, les marins-pêcheurs décident démocratiquement en assemblées générales. En bloquant ces 3 ports, ils paralysaient les trois car-ferry de la compagnie du «paysan» directeur général, Alexis Gourvenec, dont on parle tant actuellement dans la grande presse. Ce leader poujadiste qui avait occupé en 1962 la sous-préfecture de Morlaix se trouve maintenant pris à son propre piège.

Des négociations sont entamées, et si le blocus des ports est levé, les pêcheurs n'en ont pas moins déposé leur rôle, ce qui équivaut à une grève pour eux. Ils sont prêts à recommencer le blocus si les négociations n'aboutissent pas.

La CFDT-pêche soutient entièrement le mouvement. La CGT, par contre, après avoir soutenu du bout des lèvres, s'est désolidarisée vendredi dans un communiqué où elle condamne même cette initiative venue «d'une minorité qui cherche à mettre en doute la compétence des syndicats (...)». Elle considère l'action comme une «agitation stérile qui aurait dû être employée plus utilement pour les revendications réelles de la profession...». La CGT appelle même ses adhérents à refuser de répondre à des appels sur le plan syndical autres que les siens. Autrement dit, la CGT condamne les initiatives qui ne sont pas les siennes et veut dévoyer une action populaire partie de la base.

Un lecteur après discussion avec des marins-pêcheurs



Escalade de l'agression rhodésienne

(Suite de la page une)

En Afrique et dans le monde entier, cette agression a soulevé une indignation générale.

Kurt Waldheim a déjà déclaré à cette occasion : «Je suis profondément inquiet de la gravité et de l'importance de la dernière violation territoriale du Mozambique par les forces armées du régime illégal de Rhodésie. Je condamne vigoureusement cette grave provocation qui a des répercussions dangereuses pour la région toute entière. Je tiens à souligner que la Communauté internationale ne peut pas accepter une violation

aussi flagrante des principes de la Charte des Nations-unies. Le régime illégal doit retirer ses forces du territoire du Mozambique immédiatement et sans conditions.

«Personne ne peut mettre en doute le fait que l'Organisation des Nations-unies demeure vouée d'une manière inébranlable à un règlement rapide du problème rhodésien sur la base d'un gouvernement de la majorité. Ces actes délibérés de violence ne peuvent servir qu'à exacerber la situation, élargir la zone de conflit et créer des obstacles supplémentaires à un tel règlement».



Le peuple mozambicain est déterminé à se défendre contre toute agression.

Face à l'agression

Unité africaine

Les ministres de la Défense et de la Sécurité des quatre pays du Front ont affirmé la semaine dernière que si les régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud se livraient à une nouvelle agression contre n'importe quel pays du Front, ils rencontreraient une riposte militaire combinée.

Cette déclaration a été faite dans un communiqué public à l'issue de la réunion du Comité ministériel de défense et de sécurité mutuelle des pays du Front.

Ont assisté à la réunion les ministres de la Défense ou de l'Intérieur des quatre pays du front dont notamment la Zambie, la Tanzanie et le Mozambique.

Le communiqué dit que les pays du Front réaffirment leur engagement pour la libération totale de l'Afrique australe du joug de l'impérialisme, du colonialisme, du néo-colonialisme, du racisme, et du fascisme, et manifestent leur solidarité avec les mouvements de libération.

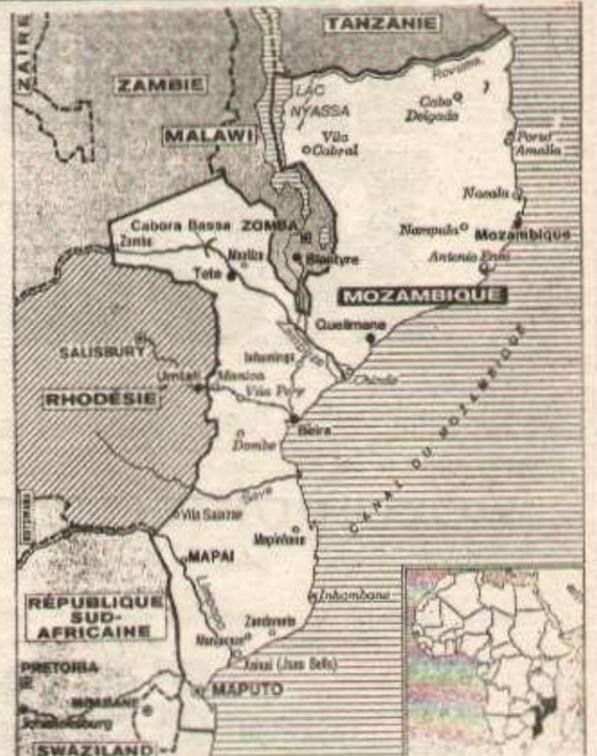


PLATE-FORME DU COMITE ZIMBABWE EN FRANCE (Extraits)

Le Comité Zimbabwe se propose d'organiser les forces démocratiques et progressistes qui en France soutiennent la juste lutte du peuple Zimbabwe et le Front patriotique.

Pour le Comité Zimbabwe, ce soutien au Front patriotique passera par l'intermédiaire de la ZANU qui nous a demandé de constituer ce comité et dont le principe fondamental est : «Nous sommes nos propres libérateurs». Ce qui signifie que chaque individu doit assumer physiquement, dans les faits, la tâche de libérer totalement le Zimbabwe.

Le Comité Zimbabwe a pour buts de :

- 1) Créer et développer en France un courant d'amitié et de solidarité avec le peuple du Zimbabwe et le Front patriotique (par l'intermédiaire de la ZANU).
- 2) Fournir et diffuser une information sur la lutte du Zimbabwe, et en particulier assurer l'édition française de «Zimbabwe News».
- 3) Établir des contacts et des liens au nom de la ZANU, organiser des meetings et des réunions permettant aux représentants de la ZANU de parler de la situation de Zimbabwe.
- 4) Lancer des appels pour le soutien concret, sous forme d'argent et de matériel à la cause du Zimbabwe. L'acheminement du matériel et des fonds recueillis en soutien au Front patriotique s'effectuera conformément aux souhaits exprimés par les représentants de la ZANU.

Pour mener à bien ces tâches, nous avons l'intention de travailler en étroite collaboration avec les représentants de la ZANU, en attendant la mise en place de structure communes du Front patriotique.

Adresse du Comité Zimbabwe :

15, rue Marcheron - 92170 - Vanves.

Le Parti communiste de Thaïlande condamne l'invasion du Zaïre

Le Parti communiste de Thaïlande dirige la lutte armée de peuple thaïlandais dans de difficiles conditions dues à la dictature des fascistes à la solde des impérialistes américains.

Suivant la juste ligne «d'expulser le loup par la porte de devant mais de ne pas laisser entrer le tigre par la porte de derrière», le Parti communiste de Thaïlande, dans une émission de «La voix du peuple thaïlandais», a condamné l'agression des forces sociales-impérialistes contre le Zaïre. On pouvait notamment relever «l'objectif de l'Union soviétique, en incitant des mercenaires à envahir le Zaïre était de renverser le gouvernement de Mobutu et de prendre le contrôle de ce pays riche en minéraux (...) c'est un pas en avant grave accompli par l'Union soviétique pour étendre son influence en Afrique centrale et Australe dans sa rivalité avec les États-Unis pour l'hégémonie mondiale.» (...) «Ce n'est pas la première fois que l'Union soviétique envoie des mercenaires envahir une nation d'Afrique. L'invasion contre le Zaïre est un nouveau geste après l'agression contre l'Angola. La riche leçon tirée de l'expérience angolaise a cependant permis aux peuples africains de comprendre clairement que la répétition d'un événement comparable à l'Angola au Zaïre, en toute autre région d'Afrique serait pour eux un coup terrible.»

• URSS

La semaine dernière, les Russes ont lancé un satellite d'interception qui devait détruire un autre satellite et ce fut apparemment un échec.

La cible choisie, un autre satellite russe aurait été manquée de quelques 70 km. On ne connaît pas l'objectif réel de cette expérience.

Les trois premiers tests de ce genre ont été des succès mais les deux derniers ont manqué leur cible.

Ces expériences qui font des satellites de vraies armes lancées pour détruire d'autres satellites déjà en orbite, ont repris du côté soviétique depuis un an et demi.

Ces expériences sont perçues d'un mauvais œil du côté des Américains qui

disent que leur poursuite pourrait gêner les actuelles négociations SALT.

• Italie

A la minute-même où expirait l'interdiction de manifester décidée par le gouvernement pour un mois à Rome, un premier cortège de 500 étudiants s'est formé dans la capitale, Place Navone. Cette manifestation commencée à minuit précise a donné lieu à des incidents avec les carabinieri.

L'interdiction de toute manifestation de rue en Italie, avait été prise par le gouvernement italien, soutenu par le parti révisionniste-italien, le 22 avril dernier à la suite des graves incidents de 21 avril, autour de l'université de Rome où un policier avait été tué.



humour

«Un petit coup de rouge de temps en temps...»

Cela se passait le 24 mai à Aix-en-Provence. Des militants de base du PCF se préparaient à défiler quand un camarade les a accostés.

« Vous voulez l'Humanité rouge ? »

— Non, nous on ne lit que l'Humanité.

— Bah, un petit coup de rouge de temps en temps, ça ne fait pas de mal.

Et tout le monde de partir d'un gros éclat de rire. Une discussion s'est engagée sur la signification des journées d'action. Les militants du PCF ont même invité nos camarades à poursuivre la discussion dans leur cortège.

Quelle conclusion en tirer ?

Une première chose :

plus on ose affronter la ligne des dirigeants révisionnistes, plus on a de chance d'arracher des travailleurs trompés des griffes de ces dirigeants.

Deuxièmement, nous avons besoin d'une agitation-progande vivante. Nous pouvons même utiliser l'humour. La bourgeoisie, elle, utilise les blagues pour distiller son venin raciste et son mépris du peuple.

Nous devons retourner cette arme contre la bourgeoisie. De nombreuses blagues circulent déjà, entre autre, sur Brejnev, et sur le social-impérialisme. Camarades, amis lecteurs, faites-nous part des histoires humoristiques que vous connaissez, ou que vous inventez.

Disque

Un 45 tour du groupe Moun'kika

Dans le NO 2 de notre édition bimensuelle, paraissait une critique de l'émission « Bananas ». Émission au cours de laquelle on nous présentait des orchestres dits afro-cubains qui ne représentaient pas les peuples des Antilles. Même si dans la forme ils utilisent parfois les diverses musiques populaires, dans le contenu ils prêchent la passivité et perpétuent le mythe de peuples « heureux de vivre sous le soleil ».

Il existe pourtant une autre musique, celle qui lutte. Cette musique est associée aux traditions de la culture populaire. Elle est étroitement associée à la lutte des peuples antillais contre le colonialisme français. c'est une musique nationale, elle est au service des ouvriers et des paysans.

En France aussi, un groupe de chanteurs antillais essaie de retourner la chanson et la musique contre le colonialisme. Il s'agit de Mounkika.

Ceux de nos camarades qui s'y trouvaient, ont pu les apprécier au rassemblement ouvrier paysan.

Ils viennent de graver un disque sur lequel on peut lire : « La nouvelle chanson antillaise se doit d'éclairer les consciences et de briser la chaîne de l'aliénation ».

En effet, chaque chanson de ce disque, en créole, dénonce un des aspects du

colonialisme français en Guadeloupe et en Martinique.

« Quand tu étais au pays Tu avais beaucoup de difficultés pour vivre Pour t'en sortir, tu es allée au Bidardon (lire BumidomNDLR) On t'a promis monts et merveilles A condition d'aller vivre en France, la mère-patrie. Où tu pourras occuper un emploi Qui te permettra de gagner beaucoup d'argent En tant qu'infirmière, secrétaire, etc. et tu seras logée ».

Cette chanson qui s'adresse aux travailleurs immigrés de Guadeloupe et de Martinique, se termine sur l'espoir forgé dans la lutte.

Mounkika ont de nombreuses chansons à leur répertoire, dont une sur l'aliénation culturelle :

« Il nous ont appris que nos ancêtres étaient gaulois, Napoléon nous a été présenté comme un grand homme presque comme un dieu »

« Dio ka monte mon' », c'est la lettre de prison d'un jeune antillais qui a refusé de porter les armes dans l'armée coloniale pour ne pas tirer sur ses frères.

Bien d'autres chansons de Mounkika mériteraient d'être présentées. Pour mieux les connaître, achetez leur disque : Production Droug BP - 3316 - 44033 Nantes Cedex.

« La seule négociation, c'est la guerre ».

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

« La seule négociation, c'est la guerre ».

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

« La seule négociation, c'est la guerre ».

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

« La seule négociation, c'est la guerre ».

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

« La seule négociation, c'est la guerre ».

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

« La seule négociation, c'est la guerre ».

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

« La seule négociation, c'est la guerre ».

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

« La seule négociation, c'est la guerre ».

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

« La seule négociation, c'est la guerre ».

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

« La seule négociation, c'est la guerre ».

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

« La seule négociation, c'est la guerre ».

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

« La seule négociation, c'est la guerre ».

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

« La seule négociation, c'est la guerre ».

nouvelles intérieures

Document... Document... Document...

L'imposture

La vérité historique sur l'attitude des partis « communistes » français et algériens face à la guerre d'Algérie

La campagne développée par les mass-média servant le faux Parti communiste à l'occasion de la sortie sur les écrans du film « La question » a dépassé toutes les bornes déjà atteintes par l'imposture. Il s'est agi d'un effort considérable pour dédouaner les dirigeants révisionnistes, et en même temps les politiciens « socialistes » de l'espèce de Mitterrand de leurs responsabilités historiques pourtant indéniables.

Pour contribuer à démystifier cette entreprise de falsification de l'histoire, nous présentons ci-après des extraits de la revue algérienne « Dossiers documentaires » No 24, publiée au mois de janvier 1976 par le ministère de l'Information et de la Culture du gouvernement algérien en vue de présenter des « Textes fondamentaux du Front de Libération national (1954-1962) ». (Nous respectons la typographie et les majuscules des presses de l'imprimerie An-Nasr, Constantine, année 1976, qui ne sont pas sans signification délibérée de la Direction algérienne de la lecture publique et de la documentation).

PREMIER DOCUMENT : PAGE 15 —
LE COMMUNISME ABSENT

Le PCA (1), malgré son passage dans l'illégalité et la publicité tapageuse dont la presse colonialiste l'a gratifié pour justifier la collusion imaginaire avec la Résistance algérienne, n'a pas réussi à jouer un rôle qui mériterait d'être signalé.

La direction communiste, bureaucratique, sans aucun contact avec le peuple, n'a pas été capable d'analyser correctement la situation révolutionnaire. C'est pourquoi elle a condamné le « terrorisme » et ordonné dès les premiers mois de l'insurrection aux militants des Aurès, venus à Alger chercher des directives, DE NE PAS PRENDRE LES ARMES.

La sujétion au PCF a pris le caractère d'un béni-oui-ouïisme avec le silence qui a suivi le vote des pouvoirs spéciaux.

Non seulement les communistes algériens n'ont pas eu suffisamment de courage pour dénoncer cette attitude du groupe parlementaire, mais ils n'ont pas soufflé mot sur l'abandon de l'action concrète contre la guerre d'Algérie : manifestations contre les renforts de troupes, grèves de transports, de la marine marchande, des ports et des docks, contre le matériel de guerre.

Le PCA a disparu en tant qu'organisation sérieuse à cause surtout de la prépondérance en son sein d'éléments européens dont l'ébranlement des convictions nationales algériennes artificielles a fait éclater les contradictions face à la résistance armée.

Cette absence d'homogénéité et la politique cohérente qui en résulte ont pour origine fondamentale la confusion et la croyance en l'impossibilité de la libération nationale de l'Algérie avant le triomphe de la révolution prolétarienne en France.

Cette idéologie qui tourne le dos à la réalité est une

réminiscence des conceptions de la SFIO favorable à la politique d'assimilation passive et opportuniste.

Niant le caractère révolutionnaire de la paysannerie et des fellahs algériens en particulier, elle prétend défendre la classe ouvrière algérienne contre le danger problématique de tomber sous la domination directe de la « bourgeoisie arabe », comme si l'indépendance nationale de l'Algérie devait suivre forcément le chemin des révolutions manquées — voire même de faire marche arrière vers un quelconque féodalisme.

La CGT, subissant l'influence communiste, se trouve dans une situation analogue et tourne à vide sans pouvoir énoncer et appliquer le moindre mot d'ordre d'action.

La passivité générale du mouvement ouvrier organisé, aggravé dans une certaine mesure par l'attitude néfaste des syndicats FO et CFTC n'est pas la conséquence du manque de combativité des travailleurs des villes, mais de l'apathie des cadres syndicaux de l'UGSA (1) attendant, les bras croisés, les directives de Paris.

Les dockers d'Alger en ont donné la preuve en participant à la grève politique anniversaire du 1er novembre 1956.

Nombreux furent les travailleurs qui ont compris que cette journée d'action patriotique aurait revêtu un caractère d'unanimité nationale, plus démonstrative, plus dynamique, plus féconde, si les organisations ouvrières avaient été entraînées intelligemment dans la lutte générale par une véritable centrale syndicale nationale. Cette appréciation se trouve entièrement confirmée dans les succès complets de la grève générale patriotique du 5 juillet 1956.

Voilà pourquoi les travailleurs algériens ont salué la naissance de l'UGTA (3),



1954 : les premiers maquis algériens. ils seront condamnés par le PCF et le PCA.

dont le développement continu est irrésistible, comme l'expression de leur désir impatient de prendre une part plus active à la destruction du colonialisme, responsable du régime de misère, de chômage, d'émigration et d'indignité humaine.

Cette extension du sentiment national, en même temps que son passage à un niveau qualitatif plus élevé, n'a pas manqué de réduire, comme une peau de chagrin, la base de masse du PCA, déjà rétrécie par la perte des éléments européens hésitants et instables.

On assiste cependant à certaines initiatives émanant à titre individuel de certains communistes s'efforçant de

s'infiltrer dans les rangs du FLN (4) et de l'ALN (5). Il est possible qu'il s'agisse là de sursauts individuels pour retourner à une saine conception de la libération nationale.

Il est certain que le PCA essaiera dans l'avenir d'exploiter ces « placements » dans le but de cacher son isolement total et son absence dans le combat historique de la Révolution algérienne.

(Il s'agit là d'un paragraphe de la « Plate-forme de la Soummam : Pour assurer le triomphe de la Révolution algérienne dans la lutte pour l'indépendance nationale », publiée par le FLN algérien, le 20 août 1956).

DEUXIEME DOCUMENT : PAGE 85 —
EXTRAITS DE DECLARATIONS
SUCCESSIVES DE MEMBRES DU
GOUVERNEMENT FRANÇAIS (1954 — 1962)

Les citations que nous présentons ci-dessous parlent d'elles-mêmes. Elles montrent quelle fut l'attitude des politiciens « socialistes » face à la juste lutte de Libération nationale du peuple algérien : nier l'existence d'une nation algérienne, la réprimer sauvagement par tous les moyens, proposer des élections mystificatrices. C'est en menant jusqu'au bout sa lutte armée de libération que l'Algérie devint indépendante.

« L'Algérie, c'est la France ; des Flandres au Congo, une seule loi, une seule nation, un seul parlement. C'est la Constitution et c'est notre volonté ».

François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, 7 novembre 1954

« La seule négociation, c'est la guerre ».

François Mitterrand, 7 novembre 1954.

« Il s'agit simplement d'appliquer le statut voté en 1947 ».

P. Mendès-France, Président du Conseil, 5 février 1955.

« Il faut que les armes se taisent. Des élections libres et loyales seront organisées dans les trois mois qui suivront la cessation des combats et des actes de violence ».

Guy Mollet, Président

du Conseil, 9 mars 56

« Il n'y aura pas de solution tunisienne ou marocaine pour l'Algérie ».

Guy Mollet, 2 juin 1956

« Nous sommes au dernier quart d'heure : ne nous hâtons pas de proposer des réformes politiques ».

Robert Lacoste, ministre résident, 20 novembre 56

« A cet extrémisme, nous opposons le seul programme conforme aux règles de la démocratie : cessez-le-feu inconditionnel, élections libres, libres discussions avec les élus des populations d'Algérie ».

Guy Mollet, 9 janvier 57

(1) Parti communiste algérien
(2) Union générale des syndicats algériens
(3) Union générale des travailleurs algériens
(4) Front de libération nationale
(5) Armée de libération nationale





la France des luttes

● Naussac (Lozère)

Préparation de l'occupation cet été

Le Comité de défense de Naussac a organisé le 25 mai une réunion pour demander le soutien des organisations politiques et syndicales à l'occupation prévue cet été.

Pour le CDJA, cette occupation vient trop tard. Ce à quoi les paysans ont répondu que le problème de Naussac est un problème lozérien, et que Naussac n'est qu'un début de l'exploitation de toute la Lozère, c'est un problème qui concerne tous les paysans.

Pour la CGT, occuper le terrain pendant l'été, c'est irréaliste. «Il vaut mieux faire une occupation d'une journée au deux».

Depuis les élections municipales, Langogne a une municipalité de «gauche». Donc le PC, qui n'a jamais soutenu la lutte sur le terrain, essaie maintenant de s'occuper de cette affaire.

tion, il faut qu'il y ait une ligne dans cette lutte, il faut mettre en avant la motion opposée au barrage votée par le conseil municipal de Langogne. Le comité a répondu : «Ce qu'il faut mettre en avant, c'est : NON AU BARRAGE. Et qu'une étude soit faite pour un projet dans les gorges de l'Allier qui n'expropriera personne. Et nous demandons aussi un débat national sur l'eau».

Les positions opportunistes sont démasquées par les paysans, et cela leur fait prendre petit à petit conscience qu'ils doivent compter sur leurs propres forces.

● C.I.C. - Paris

Débrayage contre des sanctions

Le 25 mai, la direction a distribué quelques blâmes, avertissements, retenues sur le 13e mois (et même 3 mises à pied) contre des délégués «coupables» d'avoir circulé dans les services pour discuter des revendications avant la journée du 24.

Par la suite, plus de 250 personnes ont débrayé (au siège) et ont manifesté autour du CIC et dans les cours intérieures pour protester et exiger le retrait de ces sanctions.

Quelques uns n'ont pas manqué l'occasion pour placer leur couplet sur le Programme commun et les libertés : étaient en effet présents : Plat, secrétaire fédéral CGT, bien connu pour la descente ultrarapide qu'il dut faire dans les escaliers du Crédit du Nord, où il s'était beaucoup dépensé pour saboter une grève il y a 3 mois, un représentant de l'UL-CGT et un élu du PCF.

Correspondant CIC

Exposition de PHOTOS et GRAVURES sur la LUTTE DES FOYERS SONACOTRA Du 25 mai au 10 juin

Suite de l'affaire du Landy

A propos d'un tract de FO aux PTT

Le club des jaunes

FO vient de sortir un tract de 4 pages à l'intention des postiers ambulants et bureaux-gares de la région parisienne : voilà qui n'est pas fréquent ! Il faut croire que l'affaire est d'importance ! On peut d'ailleurs en juger au titre : «Gauchisme et syndicalisme»

FO se lance donc sur les traces de Séguy, et Bergeron vient prendre sa digne place dans le club «antigauchiste».

En fait de club antigauchistes, il s'agit bien sûr d'un club de jaunes ; Bergeron a fait depuis longtemps ses preuves sur ce terrain-là. Le fait qu'il se retrouve aux côtés de Séguy dans la campagne antigauchiste témoigne que l'unité de ces gens-là ne se fait certainement pas dans l'intérêt des travailleurs !

Quant aux «gauchistes» visés, il s'agit des marxistes-léninistes (l'Humanité rouge y est nommément citée) et non bien sûr des trotskistes fort nombreux dans les rangs de FO.

Venant après l'affaire du Landy, ce tract vole donc au secours des dirigeants CGT mis en difficulté et désavoués pour leur trahison ouverte lors de la lutte dans ce centre de tri (rappelons que sept membres de la CGT ont alors déchiré leur carte...)

Le ton est donné dès le début : «Les mouvements gauchistes se sont développés sur les barricades (de Mai 68) s'attirant le qualificatif de chienlit».

Les termes de de Gaulle ainsi repris, la lutte du Landy (bien que non citée, on ne peut douter qu'il s'agisse bien de cela) est décrite en des termes qu'on croirait repris de langage habituel des pontes CGT (voir fac-similé). Vient ensuite une citation d'un tract signé Humanité rouge servant de préface au développement que les travailleurs reconnaîtront facilement pour l'avoir maintes fois entendu dans la bouche des grands responsables syndicaux.

«Une volonté commune : abattre le syndicalisme et «gauchistes et patrons : même combat», assortis d'arguments du genre : «pourquoi ce même patronat qui s'accommode si bien de l'action de ces gauchistes combat-il avec la plus extrême des énergies l'action des organisations syndicales» (voilà qui est bien digne de Bergeron la terreur des patrons !)

Du temps où la CGT menait la lutte classe contre classe, les individus du style Bergeron y étaient tellement hostiles qu'ils essayaient de la démolir... par la scission.

Bergeron n'a pas changé et aujourd'hui, les dirigeants de la CGT et de la CFDT appliquent la ligne de sauvegarde du capitalisme que représente l'Union de la gauche : ils peuvent bien

s'entendre ! Il faut d'ailleurs croire que le sol tremble bien fort sous leurs pieds pour que toutes ces forces de la réaction syndicale se regroupent ainsi pour s'épauler l'une l'autre !

Voilà qui est de nature à ouvrir bien des yeux et à renforcer le courant qui, dans la classe ouvrière, vise à rejeter, avec leur

Les "jaunes" n'agissent pas isolément... L'assemblée des travailleurs, sous réserve de la répression.

Les syndicalistes se retrouvent dans le "club" des jaunes, certes, certes mais de suite pour tenter d'obtenir d'autres concessions... L'assemblée des travailleurs passe au vote.

Bien sûr, la situation est complexe, et désormais sans issue, l'Assemblée générale se réunira pour la confédération... Les militants du travail, les autres à l'excitant moment peuvent aller jusqu'à l'occupation des locaux.

Mais si l'affaire est terminée dans le Centre où elle est née, son exploitation va commencer dans les autres Centres... Les quelques "jaunes" nous trouveront les moyens d'obtenir l'indépendance, sans doute pour diffuser de nouveaux tracts - dénonçant la trahison en lui donnant une portée bien particulière - et faire circuler leur message.

ligne, ces jaunes anciens et nouveaux genres.

Un ambulant marxiste-léniniste.

● Merlin-Gérin - Grenoble

Pour sortir de l'impasse

Merlin Gérin (MG) envahit Grenoble avec ses usines : Fontanil, Meylan, Teissière, Fontaine, etc. 6 000 personnes dont plus de 3 000 ouvriers ; un comité central d'entreprise qui brasse 700 millions de centimes par an.

MERLIN SE RESTRUCTURE

En fait, dans la lutte de lousp des capitalistes qui se dévorent entre eux, Merlin se transforme, essaie de conquérir des marchés dans le tiers monde (34 % de son chiffre d'affaire à l'exportation). Comme dit Vaujany, un de ses directeurs, pour que son avenir soit bon, Merlin-Gérin devra «développer certaines activités, en arrêter d'autres, modifier ses structures, créer des départements, en regrouper ou supprimer d'autres».

Passé sous la coupe du groupe Empain-Schneider, c'est la liquidation du département «transfos» pour août 77 (300 ouvriers), la stagnation et même la baisse des effectifs (7 928 en 72, 7 702 en 76) et l'embauche d'intérimaires et contrats de 6 mois.

Le chiffre d'affaire augmente de 18,2 % en 76. Pour les salaires, c'est 1,5 % au 1er avril en guise de poisson, 1,5 % promis au 1er juillet et la baisse de 30 % en janvier des augmentations individuelles et la suppression de celles d'octobre.

LES OUVRIERS ENGAGENT LA LUTTE

A l'usine «J», depuis le 13/4 et à «L» (Fontanil) depuis le 29/4, les travailleurs débrayent tous les jours pour 300 F d'augmentation minimum, la 5e semaine, la gratuité des transports, etc.

Le 5 mai, ceux de «J» sont allés rencontrer en masse le chef du personnel Pernoud qui a préféré s'enfermer à double tour dans son bureau !

Le 17 mai («journée d'action» métallurgie), CGT et CFDT appelaient à débrayer et à manifester devant la direction pour la contraindre à négocier. On s'est retrouvé à peine 250 ! Ce fut ressenti comme un échec, d'autant que la direction n'était pas là et qu'un sous-fifre a proposé un éventuel début de rencontre... vers le 15 juin !

LA POLITIQUE DU PCF DECOURAGE, DIVISE ET CONDUIT A L'ECHEC

A MG, la CGT est bien implantée et dirigée par le PCF dont certains (comme Campana, permanent du Comité central d'entreprise) sont conseillers municipaux à Grenoble et banlieue.

Il est clair qu'elle ne veut pas engager sérieusement le combat : pas de généralisation des luttes au contraire morcelées usine par usine et même atelier par atelier, pas de démocratie (débrayages décidés en haut sans consulter la base) etc.

Cette politique conduit tout droit au découragement et à la division. Merlin, qui est la plus grosse boîte de Grenoble, est à peine présente dans les manifestations : tout au plus une banderole symbolique avec personne derrière ; nos délégués ont tellement peur d'être seuls aux débrayages qu'ils les placent en fin de poste ! Pour ceux qui débrayent, c'est la rancœur et le découragement : «Les autres n'ont rien dans le ventre», «Il est fini le temps où tout le monde sortait et la salle était pleine à craquer». Voilà comment se crée la division !

ORGANISONS-NOUS

La passivité des travailleurs de MG cache en fait leur refus de servir de masse de manœuvre aux ambitions du PCF. Ce qui compte, c'est l'orientation politique du syndicat : est-il aux mains des travailleurs pour mener la lutte classe contre classe, ou du PCF pour ses propres intérêts politiques ? Ce n'est qu'en rejetant la politique des traitres du PCF que la classe ouvrière de Merlin pourra s'unir et lutter avec succès. Pour y parvenir, il faut que des travailleurs s'organisent dans le Parti marxiste-léniniste et par leurs explications politiques et leur dévouement à la lutte de classe, transforment la «passivité» en force consciente et organisée !

Un ml de Merlin Gerin

4 nouvelles affiches

Quatre affiches en plusieurs couleurs sont à la disposition de nos lecteurs pour faire partout connaître la réalité des faits, le vrai visage de l'URSS, pays social-impérialiste, superpuissance la plus agressive de nos jours, pour dénoncer aussi la mystification que constitue la prétendue «détente» :

- «Détente égale mensonge. L'URSS prépare la guerre.»
- «A bas la dictature sociale-fasciste en URSS ! Vive l'URSS de Lénine et de Staline !»
- «Hors des eaux françaises les "chalutiers" espions russes !»
- «Hors du Zaïre, hors d'Afrique, le social-impérialisme russe !»

Nos lecteurs peuvent commander ces affiches en écrivant ou en téléphonant au journal.